

TERRORISME D'ULTRA DROITE UNE AUTRE MENACE

Six attentats émanant de la mouvance d'ultra-droite ont été déjoués depuis 2017. Pour autant, la France n'est pas épargnée par cette menace qui se renouvelle depuis le début des années 2010 et les attaques islamistes... Souvent moins impulsifs que leurs aînés néonazis et skinheads des années 1980, ces terroristes d'un genre nouveau représentent un défi pour les services de renseignements, la justice et les politiques.

Marie Boëton et Marianne Meunier

POURQUOI NOUS L'AVONS FAIT ?

Pourquoi évoquer la menace terroriste d'ultra-droite quand le djihadisme continue d'ensanglanter la France ? Pourquoi discourir d'une menace en apparence virtuelle quand une autre, bien réelle, meurtrit le pays ? Tel est, avouons-le, notre premier réflexe. Pourtant, la menace terroriste d'ultra-droite n'est pas fictive. Elle est, certes, d'une bien moindre ampleur que le terrorisme islamique, mais elle apparaît désormais dans les radars des agents du renseignement et des magistrats antiterroristes, autant de vigies dont il faut saluer la mobilisation. Car quand la folie nationaliste, néonazie ou suprémaciste frappait la Norvège, les États-Unis ou la Nouvelle-Zélande, nos services déjouaient, eux, pas moins de six attentats d'ultra-droite dans l'Hexagone. Caisse de résonance abjecte des angoisses de notre époque liées au multiculturalisme, à l'immigration, au sentiment de déclassement, cette menace gagne en intensité.

C'est pourquoi nous choisissons de la disséquer, d'en déchiffrer les soubassements idéologiques et les modalités d'action, d'identifier les défis sécuritaires qu'elle pose. Pour mieux la combattre et mieux la déminer. Si la première tâche incombe aux forces de sécurité, la seconde – éminemment politique – nous échoit à tous collectivement.

**Marie Boëton
et Marianne Meunier**

BRUNO LÉVY



R. HOUSSIN/HANS LUCAS VIA REUTERS

Pour lui, aucun doute, il faut se tenir prêt. Prêt à riposter à « l'insurrection ». Elle mijote. Bientôt, elle explosera. Quand ? Dur à dire, « *l'initiative appartient toujours à l'adversaire* », explique-t-il au téléphone. Plus facile, en revanche, de nommer l'ennemi : les « *tenants du système islamique* » ou « *TSI* » pour faire court. C'est-à-dire ? Même si, en guise d'identité, il refuse de donner plus que le pseudonyme dont il signe ses courriels chiffrés, le mi-martial, mi-amer « Colonel Napoléon de Guerlasse », l'homme se lance volontiers dans une exégèse au bout du fil : les « *TSI* », ce sont « *principalement des musulmans* », mais pas seulement. Il y a également leurs complices qui, au sommet de l'État, laissent prospérer les salafistes. Il faut aussi compter avec les délinquants « *liés à la drogue et aux trafics divers* ». Oui, car « *le gros problème des banlieues, c'est la synergie avec l'islam* ». À ses yeux, cette cohorte sabote la France, sa laïcité, son identité... Et de rappeler : « *On était quand même un petit peu là avant.* » Son antériorité lui impose une mission, qu'il déclame de sa voix forte dans le combiné : « *Préserver deux mille ans d'histoire.* »



PATRICK HERTZOG/AFP

« Les violences d'extrême droite ont toujours été impulsives, peu réfléchies. Désormais, on fait face à des projets plus ciblés, précis et organisés. »

La conversation dure, il finit par livrer son âge – 72 ans –, un peu de son passé – travail dans la banque, puis dans sa propre affaire, des années de réserve dans la gendarmerie –, mais persiste à taire son nom et sa ville de résidence. « *Je suis fiché S* (sûreté de l'État, NDLR) », assure-t-il. « *Une certitude* » depuis le démantèlement, en juin 2018, d'un groupuscule où il est alors « *vraiment impliqué* », Action des forces opérationnelles (AFO), formé un an plus tôt et soupçonné d'« *un projet de passage à l'acte violent (...) contre des personnes de confession musulmane* ». Au cours de leurs perquisitions, les enquêteurs saisiroient des armes à feu et des milliers de munitions, dont certaines permettant la fabrication d'explosifs. Ils mettront aussi au jour un projet d'empoisonnement de viande halal. Une affaire pour laquelle quinze personnes sont mises en examen. « Colonel Napoléon de Guerlasse », lui, n'a pas été inquiété. Par « *quel miracle* » ? Il s'interroge toujours, tout en se défendant de toute intention terroriste – « *On était loin des frères Kouachi !* » Malgré le démantèlement, il continue d'alimenter « Guerre de France » – le site Web d'AFO – en analyses militaires, conseils de lectures sur l'« islamisation », liens vers des stages de tir... « *J'incite les*

internauts à bien connaître leurs quartiers, le profil de l'imam, les points bizarres où, comme par hasard, des gens passent des journées entières aux terrasses des cafés... » Le but ? « *Il est tout bête : ce sont les futurs adversaires.* »

L'islam dans le viseur

Les inquiétudes de Napoléon de Guerlasse ne sont pas isolées. À peine un mois après notre conversation téléphonique, mi-avril, une vingtaine de généraux y font écho dans un texte tonitruant publié par *Valeurs actuelles*. Les haut gradés appellent à ne plus « *tergiverser* » face aux « *dangers mortels* » menaçant la France. Le risque de la passivité ? Rien de moins qu'une « *guerre civile* » à leurs yeux. D'autres vont plus loin encore. À Rennes, dans la nuit du 10 au 11 avril, des tags sur un centre culturel islamique promettent que « *les croisades reprendront* » face à l'« *islamisation* ». Deux jours plus tôt, un jeune homme est mis en examen au Mans pour « *menace de commettre des crimes contre des personnes en raison de leur religion* » et détention illégale d'armes. Il avait dit vouloir s'en prendre à une mosquée... Une liste non exhaustive de tous ceux qui, à l'ultra-droite, menacent de passer à l'action violente. ●●●

De ses cibles « traditionnelles » (ci-dessus, un cimetière juif près de Strasbourg, en décembre 2019) à sa nouvelle « croisade » contre l'islam (à gauche, un centre culturel musulman de Rennes, en avril dernier), l'ultra-droite vise particulièrement les non chrétiens.



« L'élément le plus inquiétant est l'apparition de groupes qui entrent directement dans la clandestinité avec des projets violents. »

Le terrorisme d'ultra-droite a déjà fait des victimes dans de nombreux pays. En Norvège, le double attentat commis par Anders Breivik en juillet 2011 a provoqué la mort de 77 personnes (ci-dessus, sur le site de l'explosion, à Oslo, dans le quartier gouvernemental). En Nouvelle-Zélande, le suprémaciste blanc australien Brenton Tarrant (à droite, lors de son procès en août 2020) a assassiné 51 personnes dans deux mosquées de Christchurch en mai 2019.

●●● Les autorités sont aux aguets. À côté du djihadisme, un terrorisme nouveau a rejoint la liste de leurs préoccupations. « *Un autre type de menace est là, celle de l'ultra-droite, complotiste, survivaliste* », alertait, fin avril, Gérard Darmanin dans *Le Journal du dimanche*. L'actualité immédiate vient d'en apporter la preuve : le 4 mai, six membres d'un groupuscule néonazi sont arrêtés dans le Doubs et le Bas-Rhin. Ils sont soupçonnés de projeter un attentat contre une loge maçonnique.

La menace terroriste d'ultra-droite figure désormais parmi les « enjeux prioritaires » de la Stratégie nationale du renseignement. À l'été 2016, le patron de la DGSI d'alors, Patrick Calvar, confiait déjà ses craintes : « *Je pense que nous gagnerons contre le terrorisme ; je suis, en revanche, beaucoup plus inquiet de la radicalisation de la société et du mouvement de fond qui l'entraîne. (...) Vous aurez une confrontation entre l'ultra-droite et le monde musulman* » (1). L'alarme du *big boss* du renseignement avait fait couler beaucoup d'encre à l'époque. L'opinion publique a oublié depuis. Pas les policiers, ni les magistrats antiterroristes. Heureusement... Leurs efforts concertés ont permis de déjouer, depuis 2017, pas moins de six attaques émanant de l'ultra-droite.

Rappel des faits. Fin juin 2017, Logan N., jeune nationaliste à la tête d'un groupe baptisé Organisation armée secrète (en référence à l'OAS d'antan), est arrêté après avoir projeté d'attaquer des mosquées et de s'en prendre à des personnalités politiques.

Juin 2018, l'AFO, citée ci-dessus, fait l'objet d'un vaste coup de filet. À l'automne 2018, les Barjols, petit groupe islamophobe créé sur Facebook en 2017, sont démantelés. Ils sont soupçonnés d'avoir voulu cibler des musulmans, mais également d'avoir fomenté une attaque contre Emmanuel Macron lors des cérémonies du 11-Novembre. Autre groupuscule intercepté in extremis : l'Oiseau noir, qui planifiait de s'attaquer à des lieux de culte musulmans et juifs. En mai 2019, Aurélien C., soupçonné de vouloir viser des synagogues, est arrêté à son domicile. Enfin, le 7 mai dernier, trois membres d'un groupuscule néonazi sont mis en examen pour « association de malfaiteurs terroriste criminelle ».

De la peur à la haine

Ces six attentats pèsent peu sur le total des 36 déjoués en France depuis 2017. La menace d'ultra-droite n'a pas l'ampleur du danger terroriste islamiste. « *On est sur une dynamique préoccupante* », soupire néanmoins un policier. L'inquiétude tient notamment à la mutation des modes d'action. « *Les violences d'extrême droite ont toujours été impulsives, peu réfléchies... visant, au gré des hasards, des individus ayant le malheur de ne pas avoir la bonne couleur de peau*, explique l'historien Nicolas Lebourg, spécialiste de l'extrême droite radicale (lire p. 30). Désormais, on fait face à autre chose : des projets plus ciblés, plus précis et plus organisés. »

SOPA IMAGES/SPUS/ABACA



« À partir des attentats de 2015, la figure de l'immigré, qui était assimilée à celle de la racaille, est associée à celle de l'islamiste. »

Interrogé il y a quelques semaines sur le sujet, le coordinateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme, Laurent Nunez, considérait ainsi comme « l'élément le plus inquiétant (...) l'apparition de groupes qui entrent directement dans la clandestinité avec des projets violents. On peut craindre qu'un ou deux individus passent à l'action dans un scénario à la Christchurch ». L'effroyable référence est lâchée. Perpétré en 2019 contre deux mosquées néo-zélandaises (faisant 51 victimes et autant de blessés), cet attentat a provoqué un électrochoc. « Dès lors, la menace d'ultra-droite est devenue une préoccupation de tous les instants, confie un juge antiterroriste. On a compris qu'une attaque de cette ampleur-là, avec ces dégâts-là, était possible chez nous. »

Une chance, tous les projets d'attentats ont, pour l'heure, été déjoués. Les autorités ne fanfaronnent pas pour autant. « La vraie menace, pour nous, c'est le type isolé. Le type impossible à repérer », poursuit ce magistrat. Sauf à découvrir d'éventuelles activités suspectes en ligne (profération de menaces, achat d'armes). C'est ainsi que Guillaume M. (23 ans) est arrêté à l'été 2017 après avoir cherché à acquérir une arme à feu. Il projette alors de s'en prendre à Emmanuel Macron lors du défilé du 14 juillet ainsi qu'aux « musulmans, juifs, noirs, homosexuels ». C'est encore la surveillance en ligne qui permet, en mai 2019, d'identifier un trentenaire néonazi déclarant vouloir faire « un carnage » au dîner du Crif.

Autre crainte des renseignements : passer à côté de cas n'ayant pas, jusque-là, gravité dans les milieux d'ultra-droite violents. Parmi eux, les profils néopopulistes, convaincus du déclin de la France face au « péril musulman » et de leur légitimité à passer à l'acte pour la protéger. Une mouvance nouvelle que les autorités cernent encore mal et dont les services de renseignements peinent à comprendre le mode de fonctionnement. Au contraire des néonazis, skinheads et autres royalistes radicaux, suivis de près et de longue date. « On assiste à une transformation du logiciel d'extrême droite. Face aux néopopulistes, la grille de lecture habituelle ne fonctionne pas », décrypte Nicolas Lebourg.

L'intensification de la menace d'ultra-droite remonte aux années 2010. Après la « pause » de la décennie précédente, les attentats islamistes se multiplient en France. Du sang qui, pour nombre de militants, démontre le bien-fondé de leurs cris d'alarme. Les auteurs des attaques ne sont-ils pas fils de l'immigration ? Dès lors, celle-ci passe pour un péril plus grave encore. « On assiste à un changement de cadrage, analyse Marion Jacquet-Vaillant, doctorante en science politique et autrice d'une thèse sur le mouvement identitaire. À partir de 2015, la figure de l'immigré, qui était assimilée à celle de la racaille, est associée à celle de l'islamiste. »

Une aggravation qui, pour certains, impose de riposter avec les méthodes de l'ennemi. « Ils ont l'impression qu'on est en guerre », décrypte ●●●



SOURCE: TWITTER VENGEANCE PATRIOTE

« Il n'est plus possible de mettre l'engagement militant à l'ultra-droite sur le compte de la pauvreté intellectuelle et du racisme bas du front. »

La perspective d'un « effondrement » de la société, voire d'une guerre civile, fait partie des éventualités à laquelle se préparent activement certains groupuscules d'extrême droite, tels que Vengeance Patriote.

●●● Jean-Yves Camus, directeur de l'Observatoire des radicalités politiques (lire p. 30). Quand cette « guerre » a-t-elle commencé ? Pour le chercheur, les attentats de Nice, le 14 juillet 2016, jouent un rôle déterminant. « Ils envoient le message que plus personne n'est à l'abri : ils se déroulent en province, dans l'espace public, fauchent des enfants et sont commis par des individus hors des radars des services. » D'un tel bain de sang, l'ultra-droite déduit que « nos institutions et ceux qui ont pour mission de nous défendre n'en sont pas capables », decode Jean-Yves Camus. Conclusion :

il faut se substituer aux forces de l'ordre et passer à l'action. D'autant plus qu'à partir de 2015, des centaines de milliers de demandeurs d'asile d'Irak, de Syrie, d'Afghanistan gagnent l'Europe. Autant de djihadistes en puissance aux yeux de l'ultra-droite.

Plusieurs groupes aux tentations terroristes éclosent ainsi dans la foulée des attentats. Avocate de l'un des membres d'AFO (le groupe qui projetait notamment d'empoisonner de la viande halal), Daphné Pugliesi fait un lien direct avec les attaques : « D'après l'étude psychiatrique réalisée sur les prévenus, ils sont traumatisés par les attentats. Mon client croyait que sa petite-fille était au Bataclan car il était prévu qu'elle y aille ce soir-là. » Devant la commission d'enquête parlementaire sur les groupuscules d'extrême droite, créée en 2019 (lire p. 30), l'historien Nicolas Lebourg confirme : « Ce qui lie ces gens, c'est la décision d'en venir à la violence après les attentats de 2015. Ce sont tous des enfants du 13-Novembre. »

Des « enfants du 13-Novembre » pour certains passés et déçus par le Rassemblement national. La mue du parti, pour qui désormais tout individu peut devenir français à condition de s'assimiler, ne convient pas à ces « nativistes ». « Ils restent ethno-différentialistes et considèrent que certaines populations, en raison de leur origine ethnique ou de leur religion, ne sont pas assimilables à la nation française », résume Jean-Yves Camus devant la même commission d'enquête.

Le fantasme de la « remigration »

Loups solitaires ou fidèles d'un groupuscule, ces activistes se nourrissent d'un même credo : le « grand remplacement ». Sans avoir toujours lu ses textes, tous ont absorbé cette théorie de l'écrivain et militant Renaud Camus, pour qui une vague d'étrangers menace d'engloutir l'identité et le territoire français jusqu'à leur disparition. Ils ont aussi absorbé son corollaire : la nécessité de la « remigration », soit le départ de l'étranger, chassé par la force, en organisant des retours, ou par la peur, en le terrifiant par des attentats.

Cet « étranger » a surtout les traits du musulman. L'islamophobie se trouve « au cœur du logiciel idéologique » de presque chacun des activistes d'ultra-droite, selon le chercheur Jean-Yves Camus. Celle-ci s'alimente d'une propension plus générale à la haine : des institutions, de la classe politique, de l'« establishment »... Elle se conjugue à une fascination pour la violence, exprimée dans un culte de la force, un goût pour les sports de combat... Un « virilisme » hostile aux homosexuels et aux féministes, symptômes de la décadence des sociétés occidentales orchestrée par leurs propres dirigeants. Passant pour des traîtres, ceux-ci représentent des cibles potentielles d'attentats aux côtés des musulmans et des symboles de la culture islamique.

Le partage de ce credo n'empêche pas des nuances. L'antisémitisme des néofascistes et de leur sinistre ténor, Yvan Benedetti, ne fait pas l'unanimité. L'idéal monarchiste de l'Action française, inspiré

de Charles Maurras, non plus. Tous ne se préparent pas, comme les survivalistes d'AFO, à mener une existence au sein de petites communautés recu- lées, blanches et autonomes, quand l'islamisation l'aura emporté. Certains s'inscrivent dans une tra- dition chrétienne, d'autres se disent païens. Combien sont-ils vraiment à être tentés par un tel passage à l'acte ? Impossible à dire. Le ministère de l'intérieur refuse de communiquer sur le nombre de ces militants fichés « S ». « En 2019, le Service cen- tral du renseignement territorial (SCRT) recensait autour de 1 000 militants susceptibles de se livrer à des violences ou étant déjà passés à l'acte, rappelle Nicolas Lebourg. Il faut y ajouter près de 2 000 indi- vidus participant régulièrement à divers rassemble- ments, très actifs sur les réseaux sociaux mais qui ne passeraient pas forcément à l'acte. »

Une chose est sûre : en général, ils peuvent se tar- guer d'un CV plus dense que les crânes rasés des années 1980. Dans ses rangs, l'AFO compte ainsi un ancien commercial du très cossu département des Hauts-de-Seine ou un diplomate, ex-numéro deux de l'ambassade de France au Salvador. « Des pro- fils différents de ceux que l'on classe habituellement comme individus à risque », décrypte Jean-Yves Camus. Une allure de « gens bien sous tout rapport » qu'évoque l'avocate Daphné Pugliesi au sujet de son client, Bernard S., 73 ans, ex d'AFO : « Il était chef d'entreprise, a présidé le conseil des prud'hommes. Pas un profil de commando mais d'intellectuel, avec une moustache à la Hercule Poirot et un petit gilet. » De tels itinéraires empêchent, selon Jean- Yves Camus, de « mettre cet engagement militant sur le compte de la pauvreté intellectuelle et du rac- isme bas du front ». « Ce sont des personnes plus intégrées socialement qu'à l'époque des skinheads », complète le chercheur Nicolas Lebourg.

Sous l'uniforme

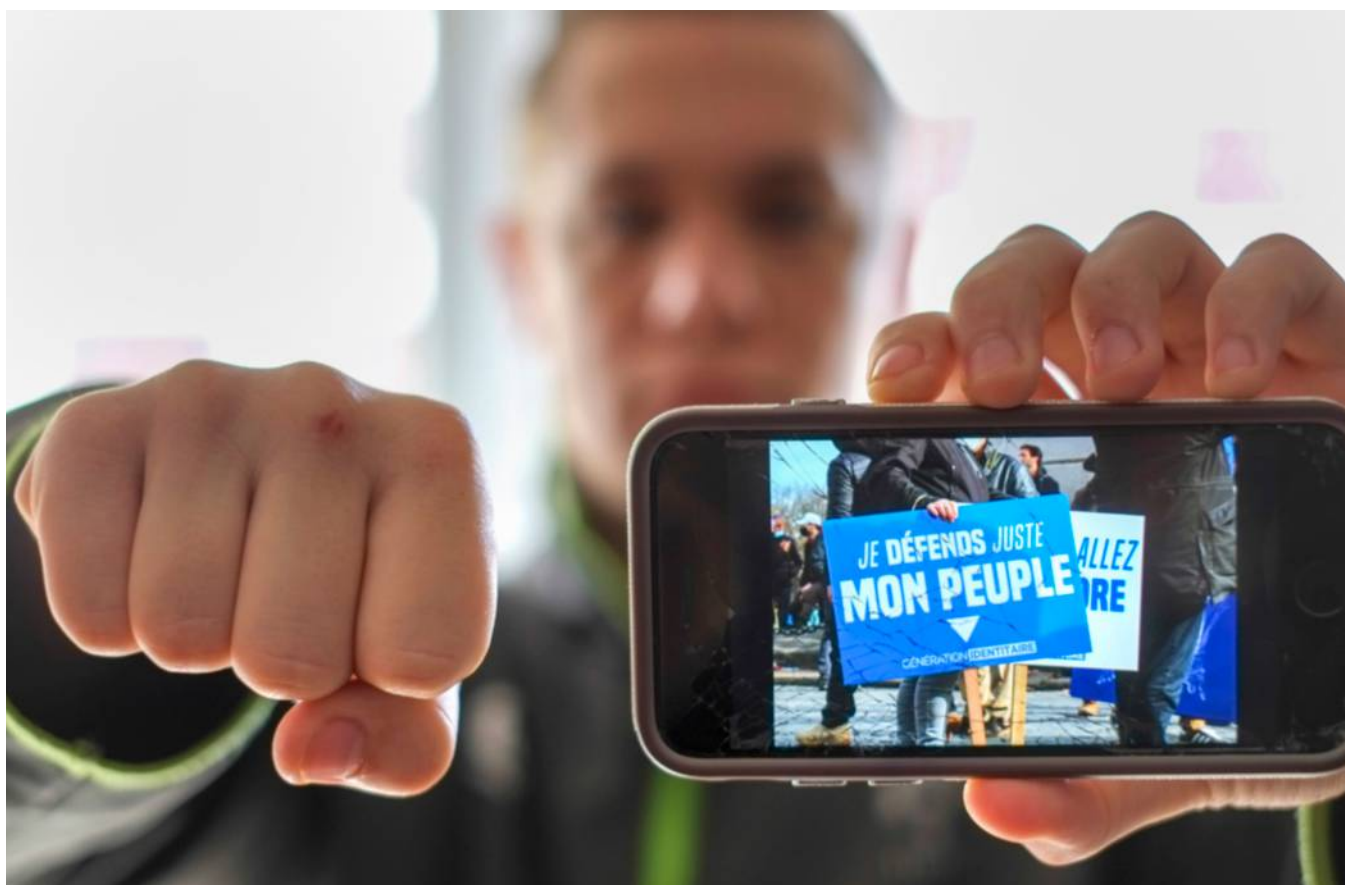
La montée en gamme se révèle à double tranchant : d'un côté, le risque d'un attentat par coup de sang s'atténue ; de l'autre, celui d'une planification effi- cace s'accroît. Elle ne doit pas, néanmoins, occulter le fait que l'appartenance à l'ultra-droite peut com- penser tant bien que mal une rancœur de déclassé, une vie de galères, un sentiment d'exclusion. Pour plusieurs membres des Barjols (dont certains ont été soupçonnés de prévoir un attentat contre Emmanuel Macron), le groupe semble combler le vide du chô- mage, d'un arrêt de travail de longue durée ou encore d'une retraite à venir... « On parle beaucoup du mili- tantisme d'ultra-droite via les réseaux sociaux, ce qui fait oublier la socialisation de substitution permise par les rencontres réelles, les universités ou les acti- vités organisées par certains groupes, explique Jean- Yves Camus. Se retrouver entre soi, entre gens qui ont les mêmes repères et les mêmes attentes est détermi- nant. » Les Braves, groupe qui se définit comme « tri- bal » (« les nôtres avant les autres », proclame son site Web) et « favorable à l'armement responsable des Européens », propose ainsi des « séjours edelweiss » pour les vacances ou des randonnées du dimanche « parmi les siens ».



N. PELLEGRUE, VICE-PRÉSIDENTE DE LA RÉGION OCCITANIE

Autre caractéristique déterminante de l'évolution des profils au sein de l'ultra-droite : la présence ac- crue d'anciens des forces de l'ordre, militaires ou policiers. Une tendance que confirment les révé- lations de Mediapart, en mars dernier, sur plus d'une cinquantaine de cas de militaires affichant leurs convictions néonazies. Ce que le ministère de l'intérieur reconnaît : « On est en alerte sur le sujet : nous sommes parfaitement conscients que des indi- vidus issus des forces de police ou des forces armées sont d'autant plus dangereux qu'ils sont formés. » À la tête d'AFO, on trouve ainsi un ancien policier et, parmi ses membres, un jeune militaire de re- tour d'Afghanistan. « Pour certains, la haute hié- rarchie militaire est vendue au pouvoir politique et ne dit pas tout sur l'immigration ou le terrorisme islamiste », explique Jean-Yves Camus. Une armée à laquelle il faut, par conséquent, se substituer. ●●●

Les idées défendues par Génération identitaire (en haut, lors de la manifestation Black Lives Matter de juin 2020) et par l'Action française (en bas, une banderole que des militants ont tenté de déployer au conseil régional d'Occitanie, en mars dernier) constituent un terreau idéologique de l'ultra-droite.



« Nous sommes parfaitement conscients que des individus issus de la police ou de l'armée sont d'autant plus dangereux qu'ils sont formés. »

Un membre de Génération identitaire lors d'une manifestation contre la dissolution du mouvement, en février dernier à Paris.

●●● Et dont un haut gradé comme le général Pierre de Villiers, ancien chef d'état-major des armées, qui a un temps laissé planer la possibilité d'une entrée en politique, passe pour « *trop mou* ». Ces profils, certes préoccupants, ont tous pu être arrêtés à temps. « *Les terroristes d'extrême droite sont plutôt des "pieds nickelés". C'est notre chance...* », lance l'historien des idées Stéphane François, auteur de *La Nouvelle Droite et ses dissidences* (2). *Mais imaginez un individu intelligent, déterminé, solitaire et qui évite les réseaux sociaux, sur le modèle d'Anders Breivik (auteur de la tuerie d'Utoya et des attentats d'Oslo, qui ont fait 77 morts en juillet 2011, NDLR), là c'est autre chose.* » Des « *pieds nickelés* », vraiment ? Nicolas Lebourg confirme : « *Les attaques déjouées récemment étaient plutôt brouillonnes.* » Illustration avec l'AFO, qui se voulait « *clandestine* » tout en ayant pignon sur rue avec un site en ligne... Même naïveté du côté de Logan N., qui alimentait une page Facebook à la gloire d'Anders Breivik sans imaginer qu'elle retiendrait l'attention du renseignement. « *À ce niveau-là, on peut presque parler d'amateurisme* », raille Stéphane François. De quoi relativiser leur menace ? « *Ne nous rassurons pas trop vite*, relève un magistrat. *Ces apprentis terroristes apprendront peut-être... On l'a très bien vu dans les affaires djihadistes : ils étaient des amateurs, eux aussi, à l'origine. Intercepter leurs conversations, au début,*

était un jeu d'enfant. Ils ont "appris" depuis. Ils ne se disent plus rien par téléphone aujourd'hui. »

Côté renseignement, la surveillance est maximale, tant sur le terrain qu'en ligne. « *Nous suivons les réseaux sociaux, les pages de certains influenceurs, de toutes les figures charismatiques capables d'attirer ou de faire des émules* », assure l'entourage du ministre de l'intérieur. Les profils les plus inquiétants peuvent faire l'objet d'une observation plus serrée (via, notamment, des placements sur écoute). Quant aux plus préoccupants encore, ils sont scrutés en continu. Un dispositif rare, toutefois : suivre un individu 24 heures sur 24 mobilise vingt-quatre personnes... « *Quand des éléments matériels laissent à penser que ces individus sont sur le point de commettre une action violente, on en vient à les arrêter pour les mettre hors d'état de nuire* », explique un magistrat.

Une seule solution, la dissolution ?

Les autorités peuvent aussi, en parallèle, fermer certaines structures qui, sans fomenter d'action clandestine, concourent à menacer l'ordre public en diffusant une idéologie xénophobe. Dernier exemple en date : la dissolution de Génération identitaire, qui prône ouvertement « *l'ethnodifférentialisme* » et s'est fait remarquer ces dernières années par des actions très médiatisées, comme, en avril 2018, l'occupation du col de l'Échelle, ●●●

ANALYSE

« La quête de "pureté" irrigue le terrorisme d'ultra-droite, comme le djihadisme »

Naïma Rudloff est avocate générale et cheffe du département chargé de la lutte contre le terrorisme à la cour d'appel de Paris. Ayant à connaître de nombreux dossiers terroristes, elle note des parallèles – a priori inattendus – entre djihadistes et terroristes d'ultra-droite. À commencer par une vision totalitaire du monde.

Après avoir eu à connaître, ces dernières années, de nombreux dossiers djihadistes, la justice est désormais saisie de projets d'attaques d'ultra-droite. Que « pèse » cette nouvelle menace ?

Ces dossiers restent, pour l'heure, peu importants en nombre, bien qu'on constate une augmentation des enquêtes, mais leur gravité s'avère vraiment préoccupante. Nous avons passé un cap : pendant longtemps, au sein de l'ultra-droite, nous avions affaire à des individus tenant des propos haineux – racistes ou antisémites –, désormais nous avons à gérer des projets d'attentat avancés... toujours déjoués, jusqu'à présent. Ces deux formes de terrorisme ne sont d'ailleurs pas sans lien : les attaques d'ultra-droite ont pour la plupart été fomentées à la suite des attentats djihadistes de 2015.

Notez-vous des ressorts communs à ces deux types de terrorisme ?

Clairement. Il s'agit, dans les deux cas, d'imposer un projet de société par la violence. Islamistes et militants d'ultra-droite voient la société comme déviante et prônent tous deux la violence pour y remédier. Il s'agit d'imposer une forme de suprématie : l'un la race blanche, l'autre le projet islamiste. La quête d'une soi-disant « pureté » irrigue le terrorisme d'ultra-droite comme le djihadisme : la pureté de l'islam pour les uns, celle de la race pour les autres. En un mot, un projet totalitaire. On retrouve aussi chez les uns comme chez les autres une haine assumée de la République, un profond antisémitisme, de même

qu'une très claire homophobie. Leurs discours se croisent aussi sur la virilité, décisive à leurs yeux.

Pourquoi ?

Pour les islamistes, les rôles impartis aux hommes et aux femmes doivent être radicalement distincts, sans quoi la société ne peut qu'être décadente. L'ultra-droite, elle, tient le discours suivant : l'homme blanc aurait tourné le dos à la masculinité et serait ainsi devenu moins fécond que les immigrés, avec tout ce que cela implique sur le plan démographique. D'où ce culte de la virilité, qui se traduit notamment par la culture du combat, de l'entraînement militaire, etc. Ils se vivent comme des soldats. C'est d'ailleurs nécessaire, dans leur logique, puisqu'il faut se préparer au chaos qui arrive et qu'ils souhaitent provoquer, tout comme les djihadistes. La notion d'allégeance au groupe, au chef ou au calife est également commune.

Et pour tous, il s'agit de perpétrer des actions symboliques fortes afin de marquer l'opinion, c'est cela ?

Optent-ils pour le même mode opératoire ?

Oui, au sens où il s'agit de perpétrer des attentats de masse ou, en tout cas, des attaques spectaculaires pour marquer les consciences et discréditer les institutions. Et ce, quitte à y perdre la vie. La méthode, toutefois, peut varier.

C'est-à-dire ?

Les djihadistes s'inscrivent délibérément dans une logique de « martyrs », optant souvent pour l'« attentat-suicide ». Ce choix s'inscrit dans la croyance de la promesse d'un accès au « paradis » pour eux-mêmes et 70 de leurs proches.

Rien de tel du côté de l'ultra-droite, qui ne valorise pas, en tant que tel, l'attentat-suicide. Dans sa logique, toutefois, il peut y avoir quelque chose de glorieux à mourir sur le champ de bataille. On retrouve une même dimension sacrificielle.

Aux dires de certains avocats, il serait plus aisé de « déradicaliser » un profil d'ultra-droite qu'un islamiste – ces derniers restant hermétiques à toute forme de rationalité.

Partagez-vous ce point de vue ?

Je me garderai de toute conclusion en la matière. Il est, certes, difficile de concurrencer un projet supposé « divin » par un discours rationnel. Mais du côté de l'ultra-droite, où la dimension religieuse n'est pas totalement absente, nous sommes face à des individus tenant des propos souvent très ancrés, très profonds et complotistes, donc tous ceux qui ne pensent pas comme eux sont ennemis. Je dirais que la mouvance ultra-droite est exclusive, l'Arabe, le Noir et le Juif n'ont pas leur place dans leurs rangs, alors que la mouvance djihadiste est inclusive, tous ceux qui se soumettent à leur système de pensée sont les bienvenus. Mais dans les deux cas, on est sous le régime de la terreur.

Pour l'un ou pour l'autre, introduire du rationnel n'a rien de simple...

Nous sommes, dans ces deux idéologies, face à des individus ayant une conception très binaire de la société (« eux » versus « nous »). Notre réponse répressive doit être à la hauteur de la menace qu'ils constituent.

Recueilli par Marie Boëtton

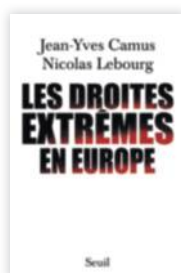
●●● à la frontière franco-italienne, pour bloquer le passage des migrants. L'interdiction du mouvement a été saluée par une partie de la classe politique, dont la présidente de la commission d'enquête sur les groupuscules d'extrême droite, Muriel Ressiguier (députée France insoumise de l'Hérault). À ses yeux, cet acte symbolique vient rappeler que « *les propos homophobes et racistes sont des délits. Ils ont tant pénétré la population qu'on l'a oublié et qu'on n'ose plus s'y opposer...* », ajoute-t-elle.

Cette dissolution – fondée sur l'« *incitation à la haine* » et celle de se comporter comme une « *milice privée* » – n'en fait pas moins débat sur le plan strictement sécuritaire. Place Beauvau, on assume : « *La dissolution ralentit l'extension d'un mouvement, de ses idées. Ses membres comprennent qu'ils ont été trop loin. De précédentes dissolutions l'ont prouvé par le passé.* » Mais on reconnaît que ce coup d'arrêt concerne surtout « *les militants les moins motivés* ». Quid des autres franges ? D'après plusieurs spécialistes, les structures ayant pignon sur rue auraient le mérite de canaliser le potentiel de violences de leurs militants. « *Les organisations*

d'extrême droite, souvent dotées de leaders assez charismatiques, contrôlent plutôt bien leurs membres. Elles se révèlent parfois plus dangereuses une fois dissoutes : les militants s'éparpillent et peuvent, pour certains, partir totalement en roue libre, en fomentant quelque chose de vraiment dangereux », estime Stéphane François. Nicolas Lebourg confirme : « *Dans les mois suivant une dissolution, on note une diminution des violences spontanées, c'est indéniable. Concrètement, les militants arrêtent de s'en prendre aux gens de couleur à la sortie des bars le samedi soir. Le danger, toutefois, c'est l'escalade de la part des moins "contenus", qui risquent de préférer la pose de bombe aux coups de poing. Et, dans ce cas, on change d'échelle.* » Un risque qui n'est pas inéluctable. Mais, sur la durée, rien ne remplacera le combat, bien plus exigeant, à mener sur le terrain du dialogue, de l'argumentation et de la déconstruction des idées. 🗣️

(1) Il était interrogé dans le cadre de la commission d'enquête relative aux moyens mis en œuvre par l'État pour lutter contre le terrorisme.
(2) *Le bord de l'eau*, 240 p., 20 €

POUR ALLER PLUS LOIN



A. MARETTE/RADIO-FRANCE

Un documentaire

Infiltré dans l'ultra-droite

Pendant un an, l'étudiant et militant suédois Patrick Hermanson infiltre le Forum de Londres, mouvement d'ultra-droite britannique. L'occasion de rencontres au plus près avec les visages d'une idéologie fondée sur l'angoisse de la disparition de la « race » blanche et qui se présente comme une « contre-culture ». Sans frontières, son enquête mène le courageux infiltré jusqu'aux États-Unis, où l'alt-right a gagné en vigueur avec Donald Trump.

De Bosse Lindquist. 2018

Un essai

Les Droites extrêmes en Europe

Dans cet ouvrage, les spécialistes Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg proposent une description précise du paysage de la droite de la droite en Europe, soulignant les points communs mais aussi la grande diversité des idéologies d'un pays à l'autre. Des visions du monde, avant tout, dont l'émergence s'explique par l'économie, mais surtout par un questionnement de l'identité européenne.

Seuil (2015), 320 p., 20 €

Une référence

Rapport parlementaire sur la lutte contre les groupuscules d'extrême droite

En juin 2019, la commission d'enquête parlementaire « sur la lutte contre les groupuscules d'extrême droite » publie son rapport. Un travail dense et solide, nourri d'auditions de militants (non publiées), qui dresse un tableau précis d'une mouvance en permanente recomposition.

assemblee-nationale.fr
(mot-clé : groupuscules)

Un podcast

Le Vieux Lyon face à l'ultra-droite

Pourquoi le Vieux Lyon affiche-t-il une telle concentration de groupuscules d'ultra-droite ? Comment y existent-ils au quotidien ? En 2018, le journaliste Antoine Marette a promené son micro dans ce quartier populaire de la métropole, entre salles de sport, bars et associations fréquentés par les sympathisants de Génération identitaire ou du Bastion social (tous deux dissous aujourd'hui). Des rencontres qui permettent d'incarner une mouvance in situ.

franceculture.fr
(mots-clés : lyon ultra droite)